



Déclaration du conseil d'administration d'Attac France

Communiqué 17 septembre 2019

Depuis deux ans, Emmanuel Macron et son gouvernement multiplient les cadeaux fiscaux aux plus riches, aggravant considérablement les inégalités, et, en même temps, tapent sur les plus précaires, détruisent la protection sociale (assurance chômage, retraites), démantèlent les services publics à l'image des hôpitaux - malgré la formidable grève des services d'urgence -, soutiennent les accords de libre-échange et les multinationales, parquent au G7 en se présentant comme le « champion de la Terre » tout en menant une politique des petits pas et des grands renoncements. Après une année marquée par des mouvements sociaux importants, mettant en avant des exigences de justice fiscale, sociale et environnementale, la rentrée s'annonce intense face à des politiques injustes qui creusent les inégalités et aggravent la crise écologique.



Un contre-G7 face aux pyromanes de la planète

Le capitalisme de plus en plus brutal, imposé notamment par les chefs d'État du G7, a besoin d'une répression de plus en plus féroce pour tenter de faire taire toute voix qui s'élève contre lui. Le déploiement de milliers de membres des forces de l'ordre, les arrestations massives et abusives, les interventions policières à proximité du camp du contre-G7, font suite à une répression des mouvements sociaux qui se banalise depuis 2015. Pourtant, fin août, nous ne nous sommes pas tus : non, 7 des pyromanes de la planète ne pourront éteindre les incendies qu'ils nourrissent au quotidien. Une centaine de conférences, débats, ateliers ont rassemblé largement des mouvements citoyens et des milliers de personnes, le camp a également accueilli des milliers de militant.e.s, une alchimie nouvelle s'est nouée entre mouvements basques et non basques, nos analyses et messages diffusés dans les médias ont pu pour partie couvrir la propagande du gouvernement, des actions de désobéissance civile ont été organisées... Nous retirons de ce contre-G7 de fin août au pays basque des éléments très positifs, même si l'État policier et les conditions d'organisation du contre-G7 ne nous ont pas permis de mener jusqu'au bout ce que nous avons prévu. Un bilan du contre-G7 sera publié dans les prochains jours.

Crise climatique, mondialisation néolibérale : mettre les multinationales hors d'état de nuire

Les multinationales se nourrissent de la destruction du vivant et de l'exploitation des populations. Face à la complicité et l'irresponsabilité des gouvernements, en particulier celui d'Emmanuel Macron, les mouvements pour le climat (manifestations, grèves, désobéissance etc) se développent en France et un peu partout dans le monde depuis ces 12 derniers mois. Les 20 et 21 septembre, dans le cadre de mobilisations internationales pour le climat, nous serons mobilisés en France sous le mot d'ordre collectif : « climat, justice sociale : mobilisation générale ». Parce que les inégalités sociales, les discriminations, la précarité s'aggravent sous l'effet de la crise écologique, cette rentrée doit constituer un nouvel élan face à la catastrophe climatique pour donner lieu à de nouvelles alliances. Ce doit être l'occasion que tous les citoyen-ne-s, tous les jeunes inquiets pour le présent et l'avenir de la planète se mobilisent. L'occasion également d'appuyer les rapprochements et convergences entre mouvements écologistes, féministes, syndicaux, des quartiers populaires, de gilets jaunes, de gilets noirs et bien d'autres, qui souhaitent agir aux côtés des mouvements pour le climat. Nous prolongerons nos actions de septembre aux côtés de la semaine internationale de la rébellion par des actions contre l'impunité des multinationales.

Les multinationales sont aussi les premières bénéficiaires des accords de libre-échange. Elles sont à la manoeuvre pour obtenir des pouvoirs publics de nouveaux accords qui leur ouvrent de nouveaux marchés et assurent la protection de leurs intérêts. Derrière des grands discours dénonçant un "capitalisme fou" ou des "accords qui organisent le dumping social et environnemental" Emmanuel Macron a coup sur coup fait voter au coeur de l'été le CETA par l'Assemblée nationale et validé la finalisation de l'accord UE-Mercosur par la Commission européenne. Cette jonction Mercosur-CETA a néanmoins **fragilisé une majorité parlementaire plus hésitante** que prévue sur le sujet, sans doute interpellée par le basculement de l'opinion publique qui ne croit plus dans les promesses de ces accords de commerce. La bataille n'est donc pas finie et se poursuit dans les mois à venir : un vote négatif au Sénat - peut-être en octobre - n'est pas à exclure, auquel cas le CETA reviendrait à l'Assemblée. Du côté du Mercosur, tout le monde convient que la Commission européenne aura grand mal à trouver une majorité au sein du Parlement européen pour ratifier un tel accord. Il est donc de notre responsabilité de maintenir la pression sur les parlementaires en les interpellant dans leurs circonscriptions (**Qui a voté quoi sur le CETA ?**) et de continuer à mener campagne contre ces accords de libre-échange et pour la re-régulation de la mondialisation.

Face à l'impunité des multinationales, une semaine mondiale d'action se déroulera du 11 au 19 octobre : nous nous mobiliserons partout en France pour mettre les multinationales comme Total, Amazon, Bayer-Monsanto ou BNP-Paribas hors d'état de nuire. Au même moment, sera porté aux Nations Unies le projet d'un traité contraignant sur les multinationales, visant pour la première fois à s'attaquer à leur impunité au niveau international. L'UE et d'autres pays riches s'échinent à affaiblir ce projet, tandis qu'ils renforcent des systèmes de justice parallèle permettant aux multinationales d'attaquer les

États. Puis nous ciblerons particulièrement Amazon, notamment à l'occasion du Black Friday (29 novembre), qui tombe le jour des 20 ans du sommet Seattle contre l'Organisation Mondiale du Commerce, pour transformer cette orgie de la surconsommation orchestrée par les multinationales en "vendredi noir pour Amazon".

Pour une société solidaire, mettre un coup d'arrêt aux privatisations et à la casse sociale

Le gouvernement essaie de gagner du temps sur la mise en œuvre de la « réforme systémique » des retraites qui suscite une grande inquiétude. Le débat médiatique est occupé par les partisans de cette réforme qui préparent l'opinion tout en occultant les vrais débats tels que le niveau réel des pensions futures, le chômage de masse et les effets sur les plus précaires. Pour permettre l'émergence d'une autre parole, et contribuer au développement de mobilisations, Attac s'engage à produire et diffuser des outils d'information et de contre expertise, en lien avec d'autres partenaires.

Le gouvernement est aussi lancé dans un vaste projet de privatisations, allant des Aéroports de Paris à Engie, en passant par la Française des jeux, mais aussi les barrages, les ports... Il a cependant été contraint de lancer une procédure de référendum d'initiative partagée qui permet, si 4,7 millions de personnes signent d'ici à mars prochain [Ici pour signer](#), un examen parlementaire, ou à défaut, un référendum. Mais atteindre 1 million, puis 2 voire 3 millions de signatures permettra d'affaiblir considérablement la frénésie pro-privatisations du gouvernement et d'exprimer nos revendications pour des services publics de qualité et le développement de biens communs. C'est aussi une bataille démocratique, pour le droit de s'exprimer sur des questions essentielles pour nos vies. Cette bataille du referendum est donc majeure en cette rentrée. Aux côtés de nos partenaires associatifs, syndicaux et politiques, il s'agit de mener une campagne de terrain pour engranger les signatures suffisantes et faire reculer le gouvernement sur ses projets de privatisations.

Alors que l'Amazonie et les forêts de la planète brûlent, que le système financier se craquèle, que les crises géopolitiques s'accroissent, que l'Union européenne est ébranlée par le Brexit, que la situation économique et sociale se détériore, nous avons besoin de l'engagement déterminé de chacun.e pour essayer d'apporter une réponse à la hauteur de ces enjeux.

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 PARIS
France